

Forum : Forum citoyen sur le climat

2026

Thématique : Devons-nous repenser notre modèle économique productiviste face à l'urgence climatique actuelle ?

Nom du/de la Citoyen.ne : Kaïs Kerboub

Situation familiale ● Marié/en couple ○ Célibataire ● Avec enfants, si oui combien : deux enfants	Niveau d'étude ○ Primaire ○ Secondaire ● Universitaire
---	--

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet ?

Je m'appelle Kaïs Kerboub, j'ai 50 ans et je travaille pour la NNPC (Nigerian National Petroleum Corporation) sur la zone du Delta du Niger. En tant que responsable d'exploitation d'un groupe pétrolier national, dans le plus gros pays producteur de pétrole en Afrique, je pense être assez concerné par la question pour m'y intéresser.

Comme je l'ai déjà dit, le Nigeria est le premier producteur de pétrole sur le continent Africain, ce qui rend cette industrie vitale pour notre économie (environ 50 % des recettes budgétaires du pays et les trois-quarts des exportations du pays). 141 000 emplois dépendent directement du pétrole, toutes branches confondues. Nous produisons ainsi entre 1,5 et 1,6 millions de barils de pétrole par jour.

Pourtant tout cela ne suffit pas ; les quantités de barils produits chaque jour sont en deçà des objectifs fixés par l'État (près de 2 millions de barils par jour). Par ailleurs, des groupes pétroliers étrangers (comme *Total Énergies* par exemple) se sont fortement implantés dans le paysage industriel du pays, si bien qu'aujourd'hui les firmes locales en sont presque dépendantes, surtout pour les budgets qu'elles leur allouent. Il y a aussi le forage clandestin et les vols qui, en plus d'être dangereux pour les malfaiteurs, sapent la production nationale tant ils sont devenus courants. En plus de tout cela, les infrastructures, si elles ne sont pas sabotées ou pillées, sont sujettes au vieillissement, les rendant moins efficaces et moins sûres. Qui plus est, le déversement de pétrole dans les rivières et l'Atlantique représente une perte considérable (estimée à environ 14 500 barils perdus en 2025, soit 1 002 530 dollars américains avec le prix moyen du baril sur l'année 2025).

Évidemment, nous pouvons ajouter l'impact environnemental, inhérent à notre secteur d'activité. Il faut d'ailleurs garder à l'esprit que les premiers à pâtir du dérèglement climatique et des accidents industriels—sujet qui nous concerne—sont les habitants des pays “en développement” ou “émergents”. Les accidents pétroliers, puisqu'il y en a, dévastent les fonds marins et les écosystèmes bien sûr, mais nuisent tout autant aux pêcheurs, par exemple. Les sols que nous cultivons et l'eau que nous consommons sont empoisonnés par des fuites plus ou moins fréquentes et plus ou moins continues de nos oléoducs, ce qui les rend toxiques.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

De ma position de responsable d'exploitation pour NNPC (Nigerian National Petroleum Corporation), j'ai la chance de pouvoir influencer dans une certaine mesure sur les actions menées par les décideurs.

Avant de savoir si le fait de repenser un modèle économique en totalité est la solution, notre urgence est de trouver les solutions qui permettront d'optimiser au maximum nos exploitations et surtout de les rentabiliser, tout en continuant l'exploration de nouveaux puits afin de découvrir de nouveaux sites de forage tout aussi rentables -ou encore plus rentables- que les anciens qui commencent déjà à tarir.

Premièrement, le simple fait de fixer des objectifs atteignables, en prenant en compte la réalité et la situation du pays, et surtout en plaçant les budgets au bon endroit serait un bon point de départ et nous placerait sur la bonne voie. Réduire l'écart qui se creuse d'année en année entre les projections et la production réelle permettrait de perdre moins d'argent sur le budget annuel. Ainsi, cet argent économisé pourrait être réinjecté dans des travaux d'utilité nationale, comme dans la réparation des oléoducs défectueux ou dans la surveillance des champs pétroliers ou dans un contexte différent mais tout aussi important, dans les domaines de l'éducation ou de la santé.

En uniformisant la production, j'entends par là nationaliser le maximum d'entreprises spécialisées sous une même filiale ne rendant de comptes qu'au peuple nigérian et à son État, les acteurs extérieurs ne bénéficieraient de nos ressources que dans une moindre mesure et à la condition de commercer avec nous.

Je pense par ailleurs que la coopération avec les populations touchées par les catastrophes et les accidents environnementaux, en prenant en compte certaines revendications portées par des groupes qui expriment une colère et une détresse générales, permettrait de basculer les tensions vers le dialogue et d'éviter les actes de sabotage qui nuisent à tout le monde.

La place de choix qu'occupe le pétrole dans l'ensemble des industries nigérianes en fait un secteur générateur d'emplois non négligeable et, mieux exploitée, cette ressource permettrait de booster notre économie et de redonner du pouvoir d'achat à la population. En trouvant de quoi optimiser la production pétrolière, nous pourrions en réduire les coûts et les effets indésirables, car nous ne pouvons-nous permettre de faire une croix dessus tant les enjeux sont importants.